

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 1907.

Projet de loi sur le juge unique en matière correctionnelle.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations a pour but de remédier à l'encombrement des juridictions correctionnelles qui, dans certains arrondissements, prend de grandes proportions.

Les retards qui en résultent dans le jugement des affaires sont très préjudiciables à la bonne administration de la justice. Ils tiennent en suspens le sort des prévenus ; ils rendent plus difficile la mission des tribunaux ; appelés à instruire la cause à une époque où les souvenirs des témoins ont perdu de leur précision ; ils compromettent l'efficacité de la répression, liée étroitement à la promptitude de l'action judiciaire.

D'autre part, parmi les affaires qui retiennent aujourd'hui l'attention des tribunaux correctionnels, il se trouve un grand nombre de petits délits, dont le jugement ne requiert pas nécessairement la présence de trois juges. Le peu de gravité des faits et de la peine à prononcer permettrait de les déférer sans inconvénient à un juge unique.

On a proposé jadis de décharger les tribunaux correctionnels en faisant juger certains délits par les tribunaux de police. Un projet de loi s'inspirant de cette idée a même été déposé le 16 novembre 1894, mais il est devenu caduc par dissolution des Chambres, le 7 mai 1900.

Ce système offrirait aujourd'hui de sérieux inconvénients ; car certains tribunaux de police sont eux-mêmes surchargés et la loi du 24 décembre 1905 sur les accidents du travail a notablement augmenté les attributions des juges de paix. On peut craindre aussi qu'habitué à ne prononcer que des peines très légères, ces magistrats ne montrent une indulgence excessive, qui compromettrait la répression.

Le Gouvernement a donc cru préférable de rattacher l'institution du juge unique au tribunal correctionnel.

Ce système offre l'avantage de maintenir, pour les délits déferés au juge unique, la compétence d'une juridiction correctionnelle, appropriée à la nature et à la gravité des faits. Il continue à les faire juger par des magistrats habitués à connaître d'infractions relativement importantes.

Cette juridiction nouvelle constituera une chambre du tribunal correctionnel au même titre que la chambre composée de trois juges. Dans la mesure de la compétence que la loi lui reconnaît, elle exercera les mêmes attributions, en suivant les mêmes règles de procédure. Elle connaîtra, de la même manière que le tribunal correctionnel dans sa composition actuelle, des demandes incidentes relatives aux affaires dont elle est saisie. C'est à elle, par exemple, que devra s'adresser le prévenu indigent qui sollicite l'assistance d'un avocat, la partie civile qui demande le bénéfice de la procédure gratuite, le prévenu placé sous mandat d'arrêt qui demande sa mise en liberté provisoire. — De même, en cas de connexité, les règles du droit commun demeureront applicables, la juridiction appelée à connaître de l'infraction la plus grave jugera également les infractions connexes d'une gravité moindre.

Pour déterminer les délits qui seront déferés au juge unique, l'article premier prend comme base le taux de la peine applicable. Cette règle joint au mérite de la simplicité celui de concorder avec le système général de notre procédure pénale, qui fixe la compétence des juridictions d'après la gravité des peines qu'elles sont appelées à prononcer.

Le juge unique connaîtra, de plein droit, des délits de la compétence du tribunal correctionnel punissables, soit séparativement, soit cumulativement, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois et d'une amende n'excédant pas mille francs. Quand l'une des peines, soit l'emprisonnement, soit l'amende, dépasse le taux fixé par le projet, la juridiction ordinaire reste compétente.

La compétence de plein droit du juge unique déchargera les juridictions d'instruction d'une foule de petites affaires qui, aujourd'hui, leur sont soumises aux seules fins de renvoi en simple police. Elle préviendra l'abus qui pourrait être fait de cette procédure dans des tribunaux très encombrés.

Cette compétence de plein droit ne suffit pas pour donner à l'institution du juge unique toute son utilité pratique. En effet, parmi les délits déferés aux tribunaux correctionnels, il en est beaucoup qui, d'après leur qualification pénale, peuvent être frappés d'une peine supérieure à six mois d'emprisonnement ou 1,000 francs d'amende, mais qui, en fait, à raison des circonstances, ne méritent qu'une peine moindre.

L'article 1^{er}, paragraphe 2, décide donc que les juridictions d'instruction pourront, à l'unanimité de leurs membres et par décision motivée, renvoyer devant le juge unique les délits qui excèdent sa compétence, lorsqu'elles seront d'avis que, à raison du peu de gravité du fait ou de circonstances atténuantes, la peine ne doit pas dépasser six mois d'emprisonnement et 1,000 francs d'amende, séparativement ou cumulativement. Dans ce cas, le juge unique ne pourra prononcer une peine supérieure.

Ce système est en harmonie avec la loi du 4 octobre 1867, qui donne aux

tribunaux correctionnels et aux tribunaux de police une compétence extraordinaire, sur renvoi des juridictions d'instruction, moyennant limitation du taux de la peine à prononcer.

Le renvoi devant le juge unique pourra avoir lieu, dit le projet, « à raison du peu de gravité du fait ou de circonstances atténuantes ». Ces derniers mots visent le cas où le *minimum* de la peine comminée par la loi pour le délit dépasse six mois d'emprisonnement ou 1,000 francs d'amende. Dans cette hypothèse, des circonstances atténuantes peuvent seules autoriser le renvoi devant le juge unique, qui ne pourra prononcer une peine dépassant ce taux.

L'article 1^{er}, paragraphe 3, exclut absolument de la compétence du juge unique l'homicide et les lésions corporelles involontaires, parce que ces faits peuvent entraîner des responsabilités civiles très importantes.

Il exclut aussi les délits électoraux, dont le jugement réclame des garanties spéciales. La plupart de ceux-ci ont d'ailleurs un caractère politique, qui rend leurs auteurs justiciables de la cour d'assises.

L'article 2 exige des garanties spéciales des magistrats appelés à remplir les fonctions de juge unique. Dans l'esprit du projet, ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel qu'elles pourront être confiées à un juge titulaire n'ayant pas cinq années de fonctions judiciaires effectives. Cette exception peut être commandée par des nécessités pratiques. Il peut se faire, en effet, dans les tribunaux composés d'une seule chambre, qu'à raison de vacance, d'empêchement, ou à raison de la composition du tribunal, il soit momentanément impossible de confier les fonctions de juge unique à un autre magistrat.

L'article 3 autorise le tribunal composé de trois juges à juger la cause lorsque, saisi d'un délit de sa compétence, il reconnaît que le fait, tel qu'il résulte des débats, rentre dans la compétence du juge unique. Cette disposition se justifie par l'inutilité d'exercer une nouvelle action et de procéder à une nouvelle instruction devant le juge unique, alors que l'affaire se trouve complètement instruite devant le tribunal saisi. De même l'article 192 du code d'instruction criminelle permet au tribunal correctionnel de retenir la connaissance des contraventions dans des circonstances analogues. Mais à la différence de cet article, le projet ne donne pas aux parties le droit de réclamer le renvoi de l'affaire devant la juridiction compétente, parce qu'ici la décision du tribunal correctionnel est rendue en premier ressort et ne prive pas les parties d'un degré de juridiction.

Il va de soi, en effet, que la cour d'appel reste compétente pour connaître, en degré d'appel, des délits qui sont de la compétence du juge unique correctionnel. Toutefois la disposition légale qui exige l'unanimité pour que la cour puisse aggraver les peines prononcées contre l'inculpé n'est plus justifiée, lorsque le tribunal correctionnel est composé d'un seul juge. L'article 4 rend donc cette disposition inapplicable lorsque la cour connaît en degré d'appel des jugements rendus par le juge unique.

L'article 5 du projet propose, comme mesure transitoire, de conserver aux tribunaux correctionnels composés de trois juges la connaissance de

toutes les affaires dont ils seront régulièrement saisis le jour de la mise en vigueur du régime prescrit par le projet. Il se conforme ainsi au système consacré autrefois par l'article 55 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence en matière civile.

Le Ministre de la Justice,

J. RENKIN.



PROJET DE LOI

sur le juge unique en matière correctionnelle.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le tribunal correctionnel est composé d'un seul juge pour statuer sur les délits de sa compétence punissables, soit séparément, soit cumulativement, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois et d'une amende n'excédant pas mille francs.

La chambre du conseil, sur le réquisitoire du Ministère public ou sur le rapport du juge d'instruction, et la chambre des mises en accusation pourront, à l'unanimité de leurs membres et par une décision motivée, renvoyer devant le juge unique tous autres délits de la compétence du tribunal correctionnel, lorsqu'elles seront d'avis que, à raison du peu de gravité du fait ou de circonstances atténuantes, la peine du délit ne doit pas dépasser six mois d'emprisonnement et mille francs d'amende, séparément ou cumulativement. Dans ce cas, le juge unique ne pourra prononcer une peine supérieure.

ONTWERP VAN WET

op den enkelen rechter in boetstraffelijke zaken.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

De boetstraffelijke rechtbank bestaat uit een enkelen rechter om uitspraak te doen over de wanbedrijven die van hare bevoegdheid zijn en strafbaar, hetzij afzonderlijk, hetzij gezamenlijk, met gevangenisstraf van niet meer dan zes maanden en met geldboete van niet meer dan duizend frank.

De raadskamer, op vordering van het Openbaar Ministerie of op verslag van den onderzoeksrechter, en de kamer van inbeschuldigingstelling kunnen, bij eenstemmigheid harer leden en bij gemotiveerde beslissing, vóór den enkelen rechter alle andere wanbedrijven van de bevoegdheid der boetstraffelijke rechtbank verwijzen, wanneer zij van oordeel zijn dat, om reden van het weinige gewicht der daad of om reden van verzachtende omstandigheden, de straf van het wanbedrijf niet meer dan zes maanden gevangenisstraf en dan duizend frank geldboete, afzonderlijk of gezamenlijk moet bedragen. In dat geval mag de

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux délits prévus par les lois électorales ou par les articles 419 à 422 du Code pénal.

ART. 2.

Les fonctions de juge unique sont remplies par le président du tribunal ou par les vice-présidents ou juges désignés par lui. Le juge délégué doit être un magistrat titulaire ayant, autant que possible, au moins cinq années d'exercice de fonctions judiciaires effectives.

ART. 3.

Lorsque, saisi d'un délit de sa compétence, le tribunal correctionnel composé de trois juges reconnaît que le fait, tel qu'il résulte des débats, rentre dans la compétence du juge unique, il retiendra néanmoins la connaissance de la cause.

ART. 4.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 modifiée par la loi du 4 septembre 1891 :

« Le second paragraphe ci-dessus n'est pas applicable lorsque la Cour d'appel connaît des jugements rendus par le tribunal correctionnel composé d'un seul juge ».

ART. 5.

Disposition transitoire.

Les tribunaux correctionnels composés de trois juges statueront sur les

enkele rechter geene zwaardere straf opleggen.

De voorgaande bepalingen zijn niet van toepassing op de wanbedrijven bij de kieswetten of bij de artikelen 419 tot 422 van het Strafwetboek voorzien.

ART. 2.

Het ambt van enkel rechter wordt vervuld door den voorzitter der rechtbank of door de door hem aangewezen onder-voorzitters of rechters. De aangestelde rechter moet een titularis-magistraat zijn die, voor zoover mogelijk, ten minste vijf jaren werkelijke rechterlijke ambtsvervulling telt.

ART. 3.

Wanneer de uit drie rechters samengestelde boetstraffelijke rechtbank, vóór welke een wanbedrijf van hare bevoegdheid is aanhangig gemaakt, bevindt dat de daad, zooals uit de debatten blijkt, tot de bevoegdheid van den enkelen rechter behoort, houdt zij niettemin de kennisneming der zaak aan zich.

ART. 4.

Aan artikel 140 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd bij de wet van 4 September 1891, is de volgende bepaling toegevoegd :

« De tweede paragraaf hierboven is niet van toepassing wanneer het Hof van beroep kennis neemt van vonnissen door de uit een enkelen rechter bestaande boetstraffelijke rechtbank uitgesproken.

ART. 5.

Overgangsbepaling.

De uit drie rechters samengestelde boetstraffelijke rechtbanken doen uit-

affaires mentionnées dans l'article 1^{er},
§ 1^{er}, dont ils seront régulièrement saisis
le jour où la présente loi sera obligatoire.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre
1907.

spraak over de in artikel 1, § 1, vermelde
zaken die regelmatig vóór haar aanhan-
gig zijn gemaakt den dag waarop de
tegenwoordige wet verplichtend wordt.

Gegeven te Brussel, den 21^{sten} No-
vember 1907.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

J. RENKIN.



(8)

(Nr 14.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 NOVEMBER 1907.

Ontwerp van wet op den enkelen rechter in boetstraffelijke zaken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet dat de Regeering de eer heeft U ter overweging aan te bieden, heeft ten doel in de boetstraffelijke jurisdictiën de overlading te keer te gaan die, in enkele arrondissementen, grootelijks toeneemt.

De vertraging welke de uitspraak in de zaken daardoor ondergaat, is voor de goede rechtsbedeeling zeer nadeelig. Het lot der beklaagden blijft daarbij in het onzekere; zij verzwaart de taak der rechtbanken die geroepen zijn de zaak te onderzoeken dan wanneer het geheugen der getuigen niet zoo frisch meer is; zij brengt de doelmatigheid der beteugeling in gevaar, die in nauw verband staat met een spoedig rechterlijk ingrijpen.

Anderzĳds, onder de zaken die thans in de boetstraffelijke rechtbanken worden behandeld, zijn vele geringe wanbedrijven waarbij voor het vonnis niet noodwendig de aanwezigheid van drie rechters vereischt is. De geringe gehalte der feiten en der op te leggen straf zou zonder bezwaar toetaten die vóór een enkelen rechter aanhangig te maken.

Vroeger werd voorgesteld om, tot ontlasting der boetstraffelijke rechtbanken, zekere wanbedrijven door de politie-rechtbanken te doen vonnissen. Zelfs werd op 16 November 1894 een door die gedachte ingegeven ontwerp van wet neêrgelegd; maar dat ontwerp verviel door de ontbinding der Kamers, op 7 Mei 1900.

Thans zou dat stelsel ernstige bezwaren medebrengen; want enkele politie-rechtbanken zijn insgelijks overlast en de wet van 24 December 1903, op de werkongevallen, heeft de bevoegdheid der vrederechters merkelyk uitgebreid. Ook kan gevreesd worden dat die magistraten, gewoon als zij zijn slechts zeer lichte straffen op te leggen, eene verregaande toevendheid zouden betrachten, tot schade van de beteugeling.

De Regeering heeft het dienvolgens verkieslijk geacht de instelling van den enkelen rechter met de boetstraffelijke rechtbanken te verbinden.

Dit stelsel heeft het voordeel dat, wat de wanbedrijven aangaat die vóór

den enkelen rechter gebracht worden, de bevoegdheid behouden blijft eener boetstraffelijke rechtbank geeigend aan den aard en de zwaarte der feiten. Onder dat stelsel blijven deze gevonnist door magistraten die gewoon zijn betrekkelijk zware inbreuken te behandelen.

Die nieuwe jurisdictie zal, ten zelfden titel als de uit drie rechters samengestelde kamer, eene kamer der boetstraffelijke rechtbank uitmaken. In de mate der haar door de wet toegekende bevoegdheid, zal zij dezelfde ambtsmacht uitoefenen en dezelfde regelen van rechtspleging volgen. Zij neemt kennis, op dezelfde wijze als de boetstraffelijke rechtbank in hare huidige samenstelling, van de tusschenaanvragen betreffende de vóór haar aanhangige zaken. Aan haar zal, bij voorbeeld, de behoefstige beklaagde zich te wenden hebben die om den bijstand van een advocaat verzoekt, de burgerlijke partij die het voordeel der kosteloze rechtspleging aanvraagt, de beklaagde die, onder een bevel van aanhouding staande, zijne voorloopige invrijheidstelling aanvraagt. — Zoo ook blijven, in geval van samenhang, de regelen van het gemeen recht van toepassing; de rechtsmacht die beroepen is om de zwaarste inbreuk te behandelen zal insgelijks uitspraak doen in de daarmede samenhangende minder zware inbreuken.

Tot aanwijzing der wanbedrijven die den enkelen rechter zullen onderworpen worden, is in artikel 1 tot grondslag genomen het bedrag der toepasbare straf. Die regel is eenvoudig en tevens in overeenstemming met het algemeen stelsel onzer strafrechtspleging, die de bevoegdheid der jurisdictiën bepaalt naar gelang van de zwaarte der straffen welke zij geroepen zijn op te leggen.

De enkele rechter zal van rechtswege kennis nemen van de tot de bevoegdheid der boetstraffelijke rechtbank behorende wanbedrijven, strafbaar, hetzij afzonderlijk, hetzij gezamenlijk, met gevangenisstraf van niet meer dan zes maanden en met geldboete van niet meer dan duizend frank. Wanneer eene der straffen — gevangenisstraf of geldboete — méér bedraagt dan door het ontwerp is bepaald, blijft de gewone rechtsmacht bevoegd.

De bevoegdheid van rechtswege van den enkelen rechter zal de jurisdictiën van onderzoek ontlasten van eene menigte kleine zaken die haar thans worden onderworpen enkel en alleen tot verwijzing naar de politie-rechtbanken. Zij zal het misbruik voorkomen dat, in zeer overlaste rechtbanken, van die proceduur zou kunnen gemaakt worden.

Die bevoegdheid van rechtswege is niet toereikend om aan de instelling van den enkelen rechter al haar praktisch nut te verzekeren. Inderdaad, onder de aan de boetstraffelijke rechtbanken onderworpen wanbedrijven, zijn er vele welke, volgens hunne strafwettelijke qualificatie, met eene straf van meer dan 6 maanden gevangenis of dan 1,000 frank geldboete kunnen belegd worden, maar die feitelijk, ter wille der omstandigheden, slechts eene mindere straf verdienen.

Artikel 1, paragraaf 2, bepaalt dan ook dat de jurisdictiën van onderzoek, bij eenstemmigheid harer leden en bij gemotiveerde beslissing, vóór den enkelen rechter de wanbedrijven die zijne bevoegdheid overschrijden kunnen verwijzen wanneer zij van oordeel zijn dat, om reden van het weinig

gewicht der daad of om reden van verzachtende omstandigheden, de straf niet meer dan zes maanden gevangenis en dan duizend frank geldboete, afzonderlijk of gezamenlijk, moet bedragen. In dat geval, zal de enkele rechter geene hogere straf mogen opleggen.

Dat stelsel is in overeenstemming met de wet van 4 Oktober 1867, die aan de boetstraffelijke rechtbanken en aan de politierechtbanken eene buitengewone bevoegdheid toekent, bij verwijzing door de jurisdictiën van onderzoek, mits beperking van het bedrag der op te leggen straf.

De verwijzing vóór den enkelen rechter zal kunnen plaats hebben — zóo het ontwerp — « om reden van het weinige gewicht der daad of om reden van verzachtende omstandigheden ». Die laatste woorden bedoelen het geval wanneer het *minimum* van de straf door de wet voor het wanbedrijf gesteld, meer dan zes maanden gevangenisstraf of meer dan duizend frank geldboete bedraagt. In die onderstelling kunnen alleen de verzachtende omstandigheden de verwijzing vóór den enkelen rechter toelaten, en deze zal alsdan geene straf van hooger bedrag kunnen opleggen.

Door artikel 1, paragraaf 3, worden volstrekt buiten de bevoegdheid van den enkelen rechter gesloten de onvrijwillige doodslag en het onvrijwillig lichamelijk letsel, daar deze daden zeer ernstige burgerlijke verantwoordelijkheid kunnen medebrengen.

Ook sluit het buiten zijne bevoegdheid de kiesdelikten, waarvan de berechting bijzondere waarborgen vereischt. Voor het meerendeel overigens zijn die van politieke aard, waardoor de daders voor het assisenhof moeten verschijnen.

Artikel 2 vergt bijzondere waarborgen van de magistraten die beroepen zijn om als enkel rechter op te treden. Naar den zin van het ontwerp, kan dit ambt slechts ten zeer uitzonderlijken titel opgedragen worden aan een rechter-titularis die niet gedurende vijf jaar eene werkelijke rechterlijke betrekking heeft vervuld. Die uitzondering kan door noodwendigheden van praktischen aard worden opgelegd. Het kan voorkomen inderdaad, in rechtbanken met een enkele kamer, dat, om reden van verlof, verhindering, of om reden van de samenstelling der rechtbank, het tijdelijk onmogelijk zij het ambt van enkel rechter aan een ander magistraat toe te vertrouwen.

Artikel 3 machtigt de uit drie rechters samengestelde rechtbank om in de zaak vonnis uit te brengen wanneer voor haar een wanbedrijf van hare bevoegdheid is aanhangig gemaakt en zij bevindt dat de daad, zooals uit de behandeling blijkt, onder de bevoegdheid van den enkelen rechter valt. Die bepaling is hierdoor gewettigd dat het onnoodig wordt een nieuw geding te beginnen en een nieuw onderzoek te doen vóór een enkelen rechter dan wanneer de zaak reeds volledig onderzocht is door de rechtbank waarvóór zij gebracht was. Zoo ook laat artikel 192 van het wetboek van strafvordering aan de boetstraffelijke rechtbank toe de kennisneming van overtredingen aan zich te houden in omstandigheden van dergelijken aard. Maar, anders dan dat artikel, geeft het ontwerp aan de partijen niet het recht de verwijzing der zaak vóór de bevoegde jurisdictie te vorderen, dewijl hier de beslissing der boetstraffelijke rechtbank in eersten aanleg gegeven is en zij der partijen geen trap van jurisdictie ontnemt.

Inderdaad spreekt het van zelfs dat het hof van beroep bevoegd blijft om, in hooger beroep, kennis te nemen van de wanbedrijven in de bevoegdheid vallende van den enkelen boetstraffelijken rechter. Echter is de wetsbepaling die eenstemmigheid eischt, wil het hof de tegen den beklaagde uitgesproken straffen kunnen verhoogen, niet langer gewettigd wanneer de boetstraffelijke rechtbank uit een enkelen rechter bestaat. Bijgevolg maakt artikel 4 die bepaling niet toepasselijk wanneer het hof in hooger beroep kennis neemt van door den enkelen rechter uitgesproken vonnissen.

Artikel 5 van het ontwerp stelt, als overgangsmaatregel voor, aan de uit drie rechters samengestelde boetstraffelijke rechtbanken de kennisneming te laten behouden van al de zaken welke regelmatig voor haar zullen aanhangig gemaakt zijn den dag waarop het bij het ontwerp voorgeschreven stelsel in werking treedt. In dit opzicht vereenigt het zich met het vroeger door artikel 53 der wet van 23^e Maart 1876, op de bevoegdheid in burgerlijke zaken, gehuldigde stelsel.

De Minister van Justitie,

J. RENKIN.



PROJET DE LOI

sur le juge unique en matière correctionnelle.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le tribunal correctionnel est composé d'un seul juge pour statuer sur les délits de sa compétence punissables, soit séparément, soit cumulativement, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois et d'une amende n'excédant pas mille francs.

La chambre du conseil, sur le réquisitoire du Ministère public ou sur le rapport du juge d'instruction, et la chambre des mises en accusation pourront, à l'unanimité de leurs membres et par une décision motivée, renvoyer devant le juge unique tous autres délits de la compétence du tribunal correctionnel, lorsqu'elles seront d'avis que, à raison du peu de gravité du fait ou de circonstances atténuantes, la peine du délit ne doit pas dépasser six mois d'emprisonnement et mille francs d'amende, séparément ou cumulativement. Dans ce cas, le juge unique ne pourra prononcer une peine supérieure.

ONTWERP VAN WET

op den enkelen rechter in boetstraffelijke zaken.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EEN.

De boetstraffelijke rechtbank bestaat uit een enkelen rechter om uitspraak te doen over de wanbedrijven die van hare bevoegdheid zijn en strafbaar, hetzij afzonderlijk, hetzij gezamenlijk, met gevangenisstraf van niet meer dan zes maanden en met geldboete van niet meer dan duizend frank.

De raadskamer, op vordering van het Openbaar Ministerie of op verslag van den onderzoeksrechter, en de kamer van inbeschuldigingstelling kunnen, bij eenstemmigheid harer leden en bij gemotiveerde beslissing, vóór den enkelen rechter alle andere wanbedrijven van de bevoegdheid der boetstraffelijke rechtbank verwijzen, wanneer zij van oordeel zijn dat, om reden van het weinige gewicht der daad of om reden van verzachtende omstandigheden, de straf van het wanbedrijf niet meer dan zes maanden gevangenisstraf en dan duizend frank geldboete, afzonderlijk of gezamenlijk moet bedragen. In dat geval mag de

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux délits prévus par les lois électorales ou par les articles 419 à 422 du Code pénal.

ART. 2.

Les fonctions de juge unique sont remplies par le président du tribunal ou par les vice-présidents ou juges désignés par lui. Le juge délégué doit être un magistrat titulaire ayant, autant que possible, au moins cinq années d'exercice de fonctions judiciaires effectives.

ART. 3.

Lorsque, saisi d'un délit de sa compétence, le tribunal correctionnel composé de trois juges reconnaît que le fait, tel qu'il résulte des débats, rentre dans la compétence du juge unique, il retiendra néanmoins la connaissance de la cause.

ART. 4.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 modifié par la loi du 4 septembre 1891 :

« Le second paragraphe ci-dessus n'est pas applicable lorsque la Cour d'appel connaît des jugements rendus par le tribunal correctionnel composé d'un seul juge ».

ART. 5.

Disposition transitoire.

Les tribunaux correctionnels composés de trois juges statueront sur les

enkele rechter geene zwaardere straf opleggen.

De voorgaande bepalingen zijn niet van toepassing op de wanbedrijven bij de kieswetten of bij de artikelen 419 tot 422 van het Strafwetboek voorzien.

ART. 2.

Het ambt van enkel rechter wordt vervuld door den voorzitter der rechtbank of door de door hem aangewezen onder-voorzitters of rechters. De aangestelde rechter moet een titularis-magistraat zijn die, voor zoover mogelijk, ten minste vijf jaren werkelijke rechterlijke ambtsvervulling telt.

ART. 3.

Wanneer de uit drie rechters samengestelde boetstraffelijke rechtbank, vóór welke een wanbedrijf van hare bevoegdheid is aanhangig gemaakt, bevindt dat de daad, zooals uit de debatten blijkt, tot de bevoegdheid van den enkelen rechter behoort, houdt zij niettemin de kennisneming der zaak aan zich.

ART. 4.

Aan artikel 140 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd bij de wet van 4 September 1891, is de volgende bepaling toegevoegd :

« De tweede paragraaf hierboven is niet van toepassing wanneer het Hof van beroep kennis neemt van vonnissen door de uit een enkelen rechter bestaande boetstraffelijke rechtbank uitgesproken.

ART. 5.

Overgangsbepaling.

De uit drie rechters samengestelde boetstraffelijke rechtbanken doen uit-

affaires mentionnées dans l'article 1^{er},
§ 1^{er}, dont ils seront régulièrement saisis
le jour où la présente loi sera obligatoire.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre
1907.

spraak over de in artikel 1, § 1, vermelde
zaken die regelmatig vóór haar aanhan-
gig zijn gemaakt den dag waarop de
tegenwoordige wet verplichtend wordt.

Gegeven te Brussel; den 21^{sten} No-
vember 1907.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

J. RENKIN.
